
Police municipale

**Quai Auguste Deschamps
60700 Pont-Sainte-Maxence**

Tél. : 03 44 72 07 17

Fax. : 03 44 72 68 48

police-municipale@pontsaintemaxence.fr

Dossier suivi par : Stéphane VOLPOET
Chef du service

Réf. : AD/SV/HJ

Objet : Demande de prolongation
d'autorisation caméras mobiles

Le maire

A

Monsieur Louis LE FRANC
Préfet de l'Oise
1, place de la préfecture
60022 Beauvais Cedex

Pont-Sainte-Maxence, le 16 mai 2018

Monsieur le préfet,

Conformément au décret 2016-1861 du 23 décembre 2016, l'expérimentation de l'utilisation des caméras mobiles par les policiers municipaux lors de leurs interventions arrive à échéance le 03 juin 2018.

Au vu de l'efficacité de ce dispositif, je me permets de vous demander de prolonger cette autorisation, ci-joint un compte rendu expliquant l'utilité de ses caméras.

Pour rappel, cette demande concerne deux caméras, de marque VU POINT N°023346.

Restant à votre disposition, je vous prie d'agréer, monsieur le préfet, l'expression de ma considération distinguée.

et très républicaine



Arnaud Dumontier
Arnaud DUMONTIER

REPUBLIQUE FRANCAISE
LIBERTE-EGALITE-FRATERNITE

Place Pierre Mendès-France - BP 40159 - 60721 Pont-Sainte-Maxence
Tél. 03 44 72 20 49 - Fax. 03 44 70 03 09 - e-mail : mairie@pontsaintemaxence.fr

Bilan de l'utilisation des caméras piétons

Police municipale de Pont-Sainte-Maxence (60)

1/Démarches:

Courant de l'été 2016, achat de deux caméras piétons.

Suite au décret 2016-1861 du 23 décembre 2016, nous avons remis nos caméras et effectué les demandes d'autorisation pour les utiliser.

Après avoir reçu l'accord préfectoral le 22 mai 2017 valable jusqu'en juin 2018 et informé la CNIL, nous avons mis en place une charte d'utilisation:

NOTE DE SERVICE

Sur l'utilisation des caméras mobiles:

Autorisation Préfectorale du 18 Mai 2017 - Récépissé CNIL 2069612v 0 du 06 juin 2017

Dans une patrouille le porteur de la caméra piéton ne pourra être le porteur du PIE.

Le porteur s'assurera de son bon fonctionnement, de l'autonomie de la batterie, de l'espace de stockage et de la remise en charge/ de son rangement et des accessoires.

Ce sera principalement l'agent en protection, il devra s'adapter à l'environnement pour filmer au mieux l'intervention.

Il faudra que le porteur anticipe une intervention et déclenche la caméra suffisamment tôt pour que l'intégralité soit filmée.

Sur la voie publique il faudra annoncer le déclenchement, filmer l'environnement, l'ensemble des personnes présentes et se positionner de façon à intervenir rapidement.

Dans un lieu privé, il faudra annoncer aux protagonistes que l'intervention est filmée. Si ils s'y opposent, pas de déclenchement (Article 226-1 du CP)

Les vidéos seront extraites uniquement par l'encadrement et stockés durant 6 mois.

Si MAD mettre dans le rapport que l'intervention a été filmée.

Cet outil implique la responsabilité du porteur, pour lui et ses collègues.

Un guide d'utilisation a été réalisé par le gardien R pour en maîtriser le fonctionnement.

A l'émargement de cette note les patrouilles devront utiliser ce nouveau matériel.

Ne pas oublier que vous êtes également filmés et que l'attitude des agents doit être irréprochable.

2/Sur l'utilisation:

Après quelques semaines d'adaptation, les policiers ont pris l'habitude, au quotidien, de porter la caméra lors des patrouilles.

Les supports adaptés permettent de la fixer au niveau du torse et le large champs de vision de la caméra permet de filmer l'environnement de l'intervention. A cela la charte ci-dessus détermine le rôle du porteur et le comportement à adopter.

L'anticipation est demandée au porteur mais lorsque l'intervention est en cours les agents ne pensent pas tous à la déclencher.

Nous avons remarqué que les agents déclenchent le système en amont des interventions avant de descendre du véhicule.

Au retour de patrouille les caméras sont fixées sur leur socle pour être rechargées.

Les extractions sont faites par le chef du service, seul à posséder le code de verrouillage pour accéder aux paramètres et les transférer sur son PC.

3/ Retour d'expérience:

Dès l'annonce par les agents que l'intervention est filmée l'effet dissuasif, soit les protagonistes se calment soit ils quittent les lieux. L'utilisation des caméras n'a jamais eu pour effet d'envenimer la situation.

En juillet 2017, un équipage de la police municipale est envoyé dans un quartier pour un individu à moto sans casque conduisant dangereusement, les agents ont enclenché la caméra avant d'arriver sur les lieux.

On constate sur la vidéo qu'une vingtaine d'individus soutiennent le motard, celui-ci tente de fuir à l'arrivée du véhicule de police, il chute l'obligeant à abandonner son véhicule, il sera interpellé quelques minutes plus tard par un autre équipage.

Le véhicule sera déclaré volé, les agents sont outragés et essuient des jets de pierre de la part des jeunes du quartier, un barrage les empêche de quitter les lieux, le renfort de plusieurs véhicules de gendarmerie est nécessaire afin de sortir du quartier.

Lors de l'audition le jeune délinquant accuse les agents de l'avoir percuté avec le véhicule de police.

La vidéo présentée à son avocat a prouvé qu'il était tombé de son véhicule par un excès de confiance.

Un des jeunes ayant jeté des pierres et outragé les agents a été identifié grâce à la caméra. Il a également été sanctionné.

Lors des interventions les gestes et paroles tenus par les uns et les autres sont parfois confus.

Une relecture de la vidéo permet de reprendre les propos de chacun afin d'en identifier l'auteur et de bien les retranscrire.

Conclusion:

Le port d'une caméra est une contrainte et une responsabilité supplémentaire mais c'est un outil rassurant lors des interventions.

Il permet de voir, à posteriori, ce qui s'est passé et d'avoir une interprétation impartiale de l'action des protagonistes.

C'est devenu un accessoire indispensable à l'heure où tout le monde filme et diffuse certaines portions de vidéos sorties de leur contexte sur les réseaux sociaux.